

Les réfugiés, nouvelle occasion de défier l'austérité

Union européenne Une flexibilité budgétaire est accordée aux pays touchés par la crise de l'asile.

Les pays européens seraient sur le point d'enfiler leurs gants en vue d'un énième round sur la politique budgétaire. Le combat avait déjà été féroce entre les orthodoxes et les apostats de la rigueur économique au sein de l'Union lors de la crise grecque. *"Mais, dans ce cas, les défenseurs de l'austérité ont déjà perdu parce que l'argument humanitaire ou sécuritaire prime sur tout"*, affirme Daniel Gros, directeur du Centre for European Policy Studies.

En effet, trois jours après les attentats parisiens, le président français François Hollande affirmait que *"le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité"*. Entendez: la protection des citoyens prime sur le respect de la doxa budgétaire européenne. La République va créer 5 000 emplois supplémentaires dans la police et la gendarmerie, 2 500 dans la justice et 1 000 dans les douanes; tandis que les suppressions de postes militaires seront gelées jusqu'en 2019. Un paquet évalué à 600 millions d'euros.

Le Premier ministre Manuel Valls a d'ores et déjà annoncé, sans une once d'embarras, que les objectifs budgétaires de la France seront donc *"forcément dépassés"*. En d'autres circonstances, cette phrase serait à peine sortie de sa bouche qu'elle aurait attiré les foudres de l'Union. Il n'en sera rien. *"La protection des citoyens, la sécurité des citoyens en France et en Europe est la priorité"*, a confirmé le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Pierre Moscovici.

Au nom des réfugiés, moins d'austérité

Les voix contestataires de la ligne dure de l'austérité se faisaient déjà entendre depuis un moment, dans le contexte de la crise migratoire. Avec, cette fois, des lignes de fracture divergeant de l'habituelle constellation qui voit Berlin dressé contre Paris ou Rome.

Par exemple, l'Autriche,

alliée traditionnelle de Berlin, est montée dans le ring aux côtés de l'Italie et la Belgique, entre autres, pour prôner l'assouplissement des règles budgétaires. *"Il n'est pas concevable que les pays faisant le plus preuve d'humanité dans la crise des réfugiés soient punis pour cela"*, a déclaré le ministre autrichien des Finances, Hans Jorg Schelling. Ainsi, il exigeait d'appliquer une clause du pacte de stabilité qui permet au déficit public en cas d'*"événements exceptionnels"* de dépasser le plafond de 3% du PIB.

Voilà qu'il suffisait de le demander. La

Commission a annoncé le 17 novembre qu'elle *"prendra en compte la crise des réfugiés"* en cas de dérapage budgétaire de pays *"confrontés à un afflux exceptionnel"* de migrants. De quoi prouver, selon M. Moscovici, que *"le pacte n'est ni rigide ni stupide"*.

Un malaise européen

Cette soudaine tolérance budgétaire a de quoi faire bondir certains Etats qui se pansent encore les plaies de leur lutte contre la ligne dure de la chancelière Angela Merkel. Selon une source européenne, *"Tsipras a déclaré il n'y a pas longtemps que l'Europe le forçait à prendre des mesures pour faciliter l'expropriation des Grecs incapables de rembourser leur logement et, dans le même temps, à prévoir 50 000 logements pour*

les réfugiés".

Mais en réalité, selon André Sapir, professeur d'économie européenne à l'université libre de Bruxelles, il s'agit là d'un véritable malaise européen à l'égard de

l'austérité, qui se masque maladroitement derrière des causes humanitaires ou sécuritaires. *"Car, du point de vue des chiffres, les dépenses générées par l'accueil des réfugiés ne justifient pas les demandes de flexibilité.*

Le coût budgétaire immédiat est faible." Sauf pour... l'Allemagne qui va mobiliser près de 12 milliards d'euros pour accueillir 800 000 réfugiés en 2015. Mais, avec un déficit égal à zéro, elle ne risque pas pour autant de violer les règles européennes ni, dès lors, de broncher sur la défense de la sacro-sainte austérité.

"Certains pays se disent: puisque l'Allemagne ne veut même pas discuter sur la politique budgétaire, moi, individuellement, je vais chercher à trouver une marge", analyse M. Sapir, qui tire la sonnette d'alarme. *"Cela crée une situation où finalement il n'y a plus de règles. Pourtant nous avons besoin de normes. La question doit plutôt porter sur leur contenu. La somme de tout ce qu'on fait au niveau national donne-t-elle, pour la zone euro dans son ensemble, une politique budgétaire correcte? La réponse est non. Notre politique budgétaire a très peu d'effets, on est dans une situation de très faible croissance et de chômage important. Mais l'Allemagne refuse de l'entendre"*, poursuit-il.

Maria Udrescu

"Certains pays se disent: puisque l'Allemagne ne veut pas discuter sur la politique budgétaire, moi, individuellement, je vais trouver une marge."

ANDRÉ SAPIR

Professeur d'économie européenne à l'ULB.